



MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**FORMATIONS CONTINUES
(6 LOTS)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
N° E25_0401

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

<u>CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES</u>	<u>5</u>
1.1 - OBJET DU MARCHÉ	5
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	6
1.3 - DUREE DU MARCHÉ	6
1.4 – CLAUSE DE REEXAMEN - TRANSFERABILITE	6
1.5 - FORME DU MARCHÉ	6
1.6 – PRESTATIONS SIMILAIRES	7
1.7 - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	7
1.8 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	7
<u>ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ</u>	<u>7</u>
<u>ARTICLE 3 : DELAIS D’EXECUTION OU DE LIVRAISON</u>	<u>8</u>
3.1 - DELAIS DE BASE	8
3.2 - EMPECHEMENT DES INTERVENANTS	8
<u>ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION DES PRESTATIONS :</u>	<u>9</u>
4.1 - DROITS D'AUTEUR	9
4.2 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE A L’EGARD DE SES INTERVENANTS	9
4.3 - IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE	9
4.4 - POLITIQUE GENERALE DE SECURITE DES HOSPICES CIVILS DE LYON	9
4.5 - DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	10
4.6 - CONFIDENTIALITE	11
4.7 - SECURITE	11
4.8 – INCIDENCE D’UN EVENEMENT IMPREVISIBLE ET EXTERIEUR AUX PARTIES SUR LA POURSUITE DU CONTRAT	12
<u>ARTICLE 5 : SUIVI DE L’EXECUTION DU MARCHÉ</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 6 : ENREGISTREMENT DES ORGANISMES</u>	<u>13</u>
6.1 - ORGANISME	13
<u>ARTICLE 7 : VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS</u>	<u>13</u>
<u>ARTICLE 8 : AVANCES</u>	<u>14</u>
<u>ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHÉ</u>	<u>15</u>
9.1 - CONTENU DES PRIX DU MARCHÉ	15
9.2 – PRIX DE REFERENCE DU MARCHÉ	15
9.3 - VARIATIONS DES PRIX DU MARCHÉ	15
9.4 – CLAUSE DE SAUVEGARDE	16

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT	16
10.1 – REGIME DES PAIEMENTS	16
10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	16
10.3 - FACTURATION ANFH	17
10.4 - MODE DE REGLEMENT SPECIFIQUE ANFH	18
10.5 - SUIVI DES REGLEMENTS DE FACTURE	18
ARTICLE 11 : PENALITES	18
ARTICLE 12 : ASSURANCES	18
12.1 - RESPONSABILITE	18
12.2 - ASSURANCE	19
ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE	19
ARTICLE 14 : EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	19
14.1 - EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE	19
14.2 - APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE	19
ARTICLE 15 : CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN	20
15.1 - CESSION DU MARCHE PAR LE TITULAIRE	20
15.2 - CESSION DU MARCHE PAR L'ACHETEUR	20
ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE	21
ARTICLE 17 : LITIGES	21
ANNEXE CCAP : RGPD	22

Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés **établissement support** et les **établissements parties** suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Les responsabilités respectives de l'établissement support et des établissements parties se répartissent comme suit.

	Etablissement support	Etablissements parties	Observations
Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché	X		
Envoi des bons de commande et Ordres de service	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X		
Procéder à la reconduction des marchés	X		
Agrément des sous-traitants	X		
Délivrance du certificat de cession de créances		X	
Appliquer les pénalités	X (pénalités Reporting + exécution)	X (pénalités d'exécution)	Les pénalités d'exécution sont appliquées le cas échéant par l'établissement concerné
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché	X		
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Les établissements comprennent l'établissement support et les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; **ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.**

Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ont pour objet :

FORMATIONS CONTINUES

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les établissements hospitaliers suivants :

- Les Hospices Civils de Lyon, voir annexe 3 au présent CCAP pour le détail des adresses ;
- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

Lieu(x) d'exécution : Métropole Lyonnaise + Isère (38), Loire (42), Var (83)

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP.

Toutefois, pour des besoins occasionnels et spécifiques **des Etablissements Parties**, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaire(s) du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 5 % du montant total prévisionnel du marché.

1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

1.2.1 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont réparties en 6 lots selon le détail suivant :

N°Lot	Intitulé du lot	MONTANT MAXI en € TTC_Sur 4 ans
1	DROIT DES PATIENTS ET RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE DES SOIGNANTS	64 500,00 €
2	RADIOPROTECTION DES PATIENTS AUX RAYONNEMENTS IONISANTS A DES FINS MEDICALES	85 800,00 €
3	ACTUALISATION CONNAISSANCE EN BIOLOGIE MEDICALE	147 300,00 €
4	SECURITE INCENDIE	172 700,00 €
5	SERVICE REPAS EN UNITE DE SOINS	73 500,00 €
6	ACCOMPAGNEMENT DE CANDIDATS A LA VAE	256 200,00 €

1.2.2 TRANCHES

Sans objet.

1.3 - DUREE DU MARCHE

Pour les lots N°1 à 5 :

Le marché est conclu pour une période de 4 ans à compter du 01/01/2026 ou de la date de notification si celle-ci est postérieure.

Pour le lot N°6 :

Le marché est conclu pour une période de 4 ans à compter de la date de notification.

1.4 – CLAUSE DE REEXAMEN - TRANSFERABILITE

Sans objet.

1.5 - FORME DU MARCHE

Il s'agit d'un accord-cadre monoattributaire, donnant lieu à l'émission de bons de commande dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

Il est conclu sans minimum, et avec un maximum déterminé par lot comme indiqué à l'article 1.2.1. ci-avant.

Les bons de commande sont émis par chaque établissement au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché ;
- La nature et la quantité des prestations à réaliser ;
- Le/les lieux de livraison d'exécution des prestations ;
- Le cas échéant la date de livraison ou le délai d'exécution, s'il est différent de celui du présent contrat.

La transmission des bons de commandes sera effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord cadre. Toutefois leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord cadre, dans les conditions fixées à l'article R2162-5 du code de la commande publique.

1.6 – PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

1.7 - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord de l'acheteur, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

1.8 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Pour les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public. Il convient toutefois, d'avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

Le présent marché pourra être résilié pour faute si le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement et son éventuelle annexe financière résultant de dernières modifications éventuelles opérées par avenant**
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) n° E25_0401 et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG FCS), Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.** Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.
- L'offre technique du titulaire

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au présent marché.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.

ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

3.1 - DELAIS DE BASE

Les délais d'exécution des prestations sont fixés par chaque bon de commande.

3.2 - EMPECHEMENT DES INTERVENANTS

En cas d'empêchement ponctuel (maladie, accident, grève des transports...) d'un intervenant prévu pour l'animation de la formation, le titulaire doit en avertir immédiatement les Hospices Civils de Lyon et prendre toutes dispositions pour assurer son remplacement. Si la formation ne peut être assurée, Le titulaire doit proposer de nouvelles dates dans un délai maximum d'un mois à compter de la date initialement prévue,

En cas d'empêchement durable d'un intervenant, qui ne serait plus en mesure d'assurer les formations prévues contractuellement, le titulaire est tenu d'avertir les Hospices Civils de Lyon dès que possible et au plus tard un mois avant sa prochaine intervention programmée.

Le titulaire est alors tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaire. Il fournit au pouvoir adjudicateur le curriculum vitae de ce remplaçant ainsi que des indications sur la date à laquelle il pourrait démarrer ses interventions, par tout moyen permettant de donner date certaine. Les Hospices Civils de Lyon conservent la possibilité de refuser le remplaçant proposé, auquel cas le titulaire devra présenter un nouvel intervenant selon les mêmes modalités. Le silence des Hospices Civils de Lyon gardé pendant un délai de quinze jours francs à compter de la réception des informations susvisées vaut acceptation du remplaçant.

Dans les deux situations, en cas de silence du titulaire ou de désaccord sur les dates, les Hospices Civils de Lyon fixent de manière unilatérale de nouvelles dates, sous réserve de les communiquer au titulaire au moins un mois avant la première intervention. Le titulaire est tenu de les respecter.

A défaut les Hospices Civils de Lyon pourront résilier l'ensemble de la prestation de formation concernée. Les journées de formation effectuées par le titulaire seront réglées selon les termes du présent marché déduction faite d'un montant forfaitaire de 1 000 € HT par jour de formation non effectué.

ARTICLE 4 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS :

4.1 - DROITS D'AUTEUR

Le titulaire certifie détenir tous les droits nécessaires à l'exécution de sa prestation.

4.2 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE A L'EGARD DE SES INTERVENANTS

Le titulaire est responsable des actes commis par son personnel ou ses intervenants.

Il s'interdit tout acte de prosélytisme de manière directe ou indirecte, notamment par l'intermédiaire de ses intervenants (préposés, vacataires, sous-traitants). Toute infraction à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité du titulaire, et peut donner lieu à des poursuites judiciaires.

En cas de violation par le titulaire ou un des sous-traitants des obligations mentionnées ci-dessus et, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à l'application des mesures de résiliation à ses torts prévus à l'article 13 du présent CCAP.

En cas de violation par un sous-traitant des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, les Hospices Civils de Lyon pourront retirer leur acceptation de ce sous-traitant, sans que soit pour autant diminuée la responsabilité du titulaire quant à la bonne exécution du marché.

4.3 - IDENTIFICATION DES PERSONNELS DU TITULAIRE

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel présent dans l'enceinte des établissements hospitaliers (bâtiments administratifs et sites hospitaliers) un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

4.4 - POLITIQUE GENERALE DE SECURITE DES HOSPICES CIVILS DE LYON

En application des textes en vigueur, les Hospices Civils de Lyon (HCL), se réservent le droit de requérir l'avis des autorités compétentes, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des Hospices Civils de Lyon comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession ;
- Le ou les lieux d'intervention du personnel titulaire du marché.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception : dpsg.acces@chu-lyon.fr. Tout ou partie de la liste pourra être transmise par le DPSG des HCL aux autorités compétentes.

De même, en cas de modification de la liste initiale du personnel ou de son lieu d'affectation, le titulaire du marché s'engage à adresser une nouvelle liste intégrant les nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire devra notifier, conformément à la réglementation, à ses personnels que les HCL pourront solliciter l'avis des autorités compétentes pour leur autoriser l'accès aux bâtiments des HCL.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par les autorités compétentes précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais et devra prendre les mesures qui s'imposent.

L'avis formulé par les autorités compétentes est valable pour une durée déterminée, généralement trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les HCL détectent des changements radicaux de situation ou de comportement d'un personnel du titulaire du marché, les HCL solliciteront de nouveau les autorités compétentes pour une mise à jour de l'avis précédent.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions du présent CCAP.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par le Département Prévention et Sécurité Générale des HCL ou leurs représentants.

4.5 - DISPOSITIFS DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre à l'acheteur sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, l'acheteur pourra résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG FCS le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

4.6 - CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présente CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés les établissements hospitaliers.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'acheteur ou d'un tiers.

4.7 - SECURITE

Les établissements ont défini, selon les dispositions du Code du Travail - articles R. 4515-11 à R. 4515-15 - une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions de l'annexe 2 du présent CCAP. Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Les établissements pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par les établissements.

Les établissements se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en oeuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, un document intitulé «**CCAP_Annexe2_Risques généraux**».

4.8 – INCIDENCE D'UN EVENEMENT IMPREVISIBLE ET EXTERIEUR AUX PARTIES SUR LA POURSUITE DU CONTRAT

4.8.1-OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

4.8.2-MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

Conformément à l'article R2194-5 du code de la commande publique, les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution technique ou financière du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible. Il est précisé que les éventuelles modifications sont strictement limitées tant dans leur champ d'application que dans leur durée, à ce qui est rendu nécessaire par les circonstances imprévisibles pour assurer la continuité du service public et la satisfaction des besoins de la personne publique.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations, et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement. Le cas échéant, il devra démontrer une augmentation des dépenses ou une diminution des recettes qui ne pouvaient pas raisonnablement être envisagées lors de la conclusion du contrat. A ce titre, le titulaire devra notamment justifier d'une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché et au moment de sa demande d'augmentation des prix.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et de l'impact du bouleversement sur le contrat. Il se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

4.8.3- MODALITE DE SUSPENSION DU MARCHÉ

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, les HCL peuvent suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Le cas échéant, les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

ARTICLE 5 : SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Les Hospices Civils Lyon sont susceptibles de demander à tout moment au titulaire la communication de toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché. Le titulaire a l'obligation de répondre à cette demande et de communiquer les informations requises dans un délai d'un mois.

Dans tous les cas, le titulaire fournira tous les 6 mois au Responsable Formation de la Direction des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF) les éléments suivants :

- Montant facturé avec un niveau de détail permettant d'identifier la répartition des dépenses sur les quatre aspects suivant :
 - o Frais pédagogiques
 - o Frais de préparation
 - o Frais de déplacement/hébergement/restauration
 - o Support/Licence pédagogique
- Nombre de jours de formation
- Nombre de stagiaires

ARTICLE 6 : ENREGISTREMENT DES ORGANISMES

6.1 - ORGANISME

- **Numéro d'enregistrement en tant qu'organisme de formation**

Chaque soumissionnaire devra mentionner son numéro d'enregistrement en tant qu'organisme de formation auprès de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). Il devra fournir les documents qui attestent de la validité de ce numéro d'enregistrement.

- **QUALIOP**

Les organismes de formation qui répondent à cette consultation devront indiquer l'état d'avancement de leur démarche vis-à-vis de la certification qualité « QUALIOP », certification obligatoire à partir du 1^{er} Janvier 2022.

ARTICLE 7 : VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Le présent article déroge aux articles 30-2, 30-3, 30-4 et 30-5 du CCAG FCS.

Les opérations de vérification et admission sont effectuées selon les modalités décrites ci-après :

Un questionnaire d'évaluation est rempli par chaque stagiaire à l'issue de la formation. L'ensemble de ces questionnaires est traité par le titulaire puis transmis au service formation des Hospices Civils de Lyon accompagné d'une synthèse.

Des opérations de vérification « sur place » peuvent également être effectuées par le service formation des Hospices Civils de Lyon, auquel cas celui-ci vérifie la conformité et la qualité des prestations en présence des stagiaires, en cours et/ou à l'issue de la session de formation.

Dans tous les cas, les Hospices Civils de Lyon peuvent contacter le titulaire afin de lui demander des explications sur les remarques formulées par les stagiaires dans leurs évaluations écrites et orales.

Lorsque les Hospices Civils de Lyon constatent que la qualité des prestations n'est pas conforme aux stipulations du marché, ils peuvent prendre une décision de réfaction, entraînant réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Les éléments pris en compte pour exercer cette réfaction sont :

- le non-respect des objectifs ;
- la mauvaise qualité de l'animation : non-respect du déroulement et des méthodes pédagogiques, non-respect de la répartition des séquences, manque de dialogue avec les stagiaires, absence d'illustrations concrètes... ;
- la mauvaise qualité de la documentation : contenu inadapté, supports illisibles ;
- le matériel pédagogique non conforme aux prescriptions du marché ; le suivi sur terrain non exécuté ou non conforme aux prescriptions du marché.

Le cas échéant et de manière cumulative, une réfaction de 10% pourra être appliquée lorsque la moyenne des notes attribuées par les stagiaires dans leurs évaluations est inférieure à la moyenne.

Lorsque la note moyenne est équivalente à 0, les Hospices Civils de Lyon seront en droit de demander au titulaire du marché de procéder, à titre gracieux, à une nouvelle session animée par de nouveaux formateurs et/ou un nouveau programme pédagogique.

La décision de réfaction motivée et précisant le pourcentage de réfaction est notifiée au titulaire. En cas de désaccord concernant le pourcentage de réfaction, le marché pourra être résilié.

ARTICLE 8 : AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Dès notification de l'acte prescrivant le démarrage, une avance pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une caution personnelle et solidaire portant sur la totalité de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement débute :

1° Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

2° Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHÉ

9.1 - CONTENU DES PRIX DU MARCHÉ

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

Le montant des forfaits de rémunération du contractant est réputé couvrir l'ensemble des frais engagés par le prestataire pour couvrir l'intégralité de sa mission.

9.2 – PRIX DE REFERENCE DU MARCHÉ

Les prix de référence du marché sont les **prix unitaires nets TTC** qui figurent dans le cadre de l'offre financière du titulaire.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

9.3 - VARIATIONS DES PRIX DU MARCHÉ

9.3.1 - TYPE DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont révisables annuellement, à date anniversaire du marché.

9.3.2 – PRIX DE REFERENCE POUR LA VARIATION

Les prix initiaux du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre finale – ce mois est appelé Mo= « mois zéro » indiqué dans l'ATTRI.

9.3.3 - FORMULE DE VARIATIONS DES PRIX

Les prix pourront être révisés par application de la formule :

$$P = P_o (0,40 + 0,60 I_m/I_o)$$

Dans laquelle :

P= le prix révisé

P_o= le prix initial

I_m = dernière valeur connue de l'index défini ci-dessus, à la date de révision

I_o = valeur de l'index défini ci-dessus, au mois Mo

L'index de référence est choisi en raison de sa structure pour l'ajustement des prix des prestations faisant l'objet du marché – il s'agit de l'index Insee :

➤ **Indice de référence :** Indice INSEE N°010762014 - Coût du travail - Coût horaire - Services administratifs avec une part fixe de 40 %

Les révisions seront calculées et adressées par l'attributaire aux HCL , un mois avant l'échéance sur la base des indices Io du mois Mo de référence et des dernières valeurs connues des différents indices (Im).

Les prix du bordereau ainsi ajustés seront invariables pour toutes commandes passées pendant la période concernée.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

9.3.4 - MODALITES PRATIQUES

Ces prix révisés seront communiqués par l'attributaire en format Excel et en format PdF, en suivant la présentation du « Cadre de l'offre financière initial » par tout moyen permettant de donner date certaine et ceci un mois avant la date de révision.

Ils seront considérés comme prix contractuels de référence dans le cadre de l'exécution du marché après vérification par les HCL de leur conformité aux règles d'indexation fixées ci-dessus.

Les HCL notifieront à l'attributaire la validation des nouveaux prix. En attendant cette confirmation , les prix précédents s'appliquent.

Les HCL appliqueront les pénalités prévues en cas d'absence de communication des nouveaux prix par l'attributaire.

9.4 – CLAUSE DE SAUVEGARDE

Toute augmentation supérieure à 5 % par rapport au dernier prix applicable est susceptible d'entraîner la résiliation du marché sans indemnité pour le titulaire. Dans cette hypothèse, ce sont les prix antérieurement en vigueur qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT

10.1 – REGIME DES PAIEMENTS

Des acomptes sont versés au titulaire dans les conditions des articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique. Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

10.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11-2 à 11-5 et 12 du CCAG FCS.

Le paiement est effectué après service fait. Le titulaire établit une facture par session ou stage dans un délai d'un mois à compter de l'issue de la session ou du stage.

Déclaration de la TVA

Si organisme soumis à la TVA :

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la réalisation des prestations.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

NB : Une subrogation de financement peut être mise en place selon la taille du marché, dans ce cas, le titulaire transmettra directement ses factures à l'ANFH.

10.3 - FACTURATION ANFH

10.3.1 - Envoi des factures

Il est demandé de joindre à la facture la ou les feuilles d'émargement signées par les stagiaires.

Le paiement est effectué :

- Par l'ANFH (Association Nationale pour la Formation du personnel Hospitalier), en sa qualité d'organisme paritaire chargé de la gestion et de la mutualisation des fonds consacrés par les Etablissements Publics de Santé au financement des actions de formation en application des Articles 21 et 22 de la Loi n° 90 579 du 4 juillet 1990

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché,
- L'intitulé exact de la formation et le numéro d'action,
- la mention « facture »,
- le numéro de la facture,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le montant du capital social,
- son numéro de déclaration à la préfecture en tant qu'organisme de formation,
- le statut juridique du titulaire,
- le numéro SIREN ou SIRET du titulaire,
- Le code APE
- l'identité bancaire du titulaire,
- le nom et l'adresse des Hospices Civils de Lyon,
- la date de la facture, postérieure à la date de fin de formation (ou de la session),
- la référence du bon de commande,
- la date de réalisation de la prestation,
- le prix unitaire,
- le nombre de jours de formation,
- les bénéficiaires de la formation
- les montants H.T et T.T.C de la prestation,
- le taux et le montant de la T.V.A.

Selon ce qui est convenu avec le Responsable Formation de la Direction des Ressources Humaines et de la Formation (DRHF), le titulaire transmettra ses factures de la manière suivante :

- **Facturation « classique » via la plateforme CHORUS PRO**, les factures sont obligatoirement déposées via la plateforme et seront transmis après classement à l'ANFH. Les attendus des factures déposées sur le portail Chorus Pro sont listés dans l'annexe :

Pour les HCL : « **CCAP Annexe1 Facturation HCL** »

- **Facturation « par subrogation »** * avec envoi des factures directement à l'ANFH, les factures et autres demandes de paiement seront envoyées directement à l'adresse suivante :

ANFH (Association Nationale pour la Formation du personnel Hospitalier)
75 Cours Emile Zola
BP 22174
69603 Villeurbanne Cedex

Les factures seront payées après validation du service fait par la DRHF.

** La DRHF notifie aux titulaires ayant la possibilité d'utiliser cette facturation « par subrogation »*

10.4 - MODE DE REGLEMENT SPECIFIQUE ANFH

L'ANFH se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire.

10.5 - SUIVI DES REGLEMENTS DE FACTURE

Concernant les factures au format électronique déposées sur le portail Chorus Pro :

- le site <https://chorus-pro.gouv.fr> permet de connaître les statuts mis en œuvre par les différents membres du GHT

ARTICLE 11 : PENALITES

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG FCS.

Le titulaire encourt les pénalités prévues au contrat dès lors que les défaillances constatées lui sont imputables.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables.

Fait générateur	Pénalités
Retard dans le réalisation des prestations	300€ / jour de retard net de taxes par groupe de stagiaire
Non remplacement d'un formateur	100€ / jour de retard net de taxes par groupe de stagiaire

Les pénalités sont plafonnées à 20 % de chaque bon de commande.

ARTICLE 12 : ASSURANCES

12.1 - RESPONSABILITE

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés à des tiers ou aux établissements hospitaliers.

12.2 - ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire du marché doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en application de l'article « Responsabilité » susvisé, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs.

ARTICLE 13 : RESILIATION DU MARCHE

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution du marché avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG FCS,
- soit pour événements liés au marché dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG FCS,
- en application de la clause de sauvegarde,
- soit pour faute du titulaire :
 - dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG FCS ;
 - en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
 - en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 4.4 - *Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;
 - si l'établissement décèle une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue aux marchés.

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire est indemnisé dans les conditions de l'article 42 du CCAG FCS.

ARTICLE 14 : EXECUTION DU MARCHE AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

14.1 - EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Par dérogation à l'article 45.1. du CCAG FCS, dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais ou conditions prévus au marché, l'établissement se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un fournisseur tiers, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Cette mesure s'applique en dehors de toute décision de résiliation.

14.2 - APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour faute, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 15 : CESSION DU MARCHE EN COURS DE PERIODE CONTRACTUELLE – CLAUSE DE REEXAMEN

15.1 - CESSION DU MARCHE PAR LE TITULAIRE

Le Titulaire s'interdit de céder tout ou partie des droits et obligations nés du présent marché à un tiers quelconque sans autorisation préalable des HCL.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession étant subordonnée à l'autorisation prévue au présent article, les HCL se réservent le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire devra préciser :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- La forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

Les HCL se prononceront sur l'agrément du cessionnaire à réception de la demande d'agrément, étant précisé que les HCL ne pourront refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

15.2 - CESSION DU MARCHE PAR L'ACHETEUR

Il est expressément convenu que, si à un moment quelconque au cours de la période contractuelle, il se produit un changement de statut ou une transformation (quelle qu'en soit la nature) de l'établissement, celui-ci s'engage à en avertir le Titulaire par écrit la cause et la nature de ce changement ou cette transformation et ses conséquences.

Si les changements ou transformations indiquées précédemment le nécessitent, le présent marché et tout autre document contractuel auquel l'établissement est partie seront cédés par ce dernier à une nouvelle entité juridique et le présent marché sera poursuivi avec celle-ci sans que cela puisse donner lieu à un renchérissement ou un alourdissement quelconque des obligations du Titulaire ou à une atteinte aux droits qui sont les siens au titre du présent marché.

ARTICLE 16 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège de l'acheteur.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 17 : LITIGES

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de LYON est seul compétent en cas de litige.

Dans le cadre de la signature de la charte relations inter-entreprises, les HCL s'engagent à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. Dans le cas d'un litige avec l'entité HCL en cours d'exécution du marché, vous pouvez vous adresser à da.villon-mediateur@chu-lyon.fr.

1 – Règlement Général sur la Protection des Données

1.1 - DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Règlement Général sur la Protection des Données dit « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite «loi informatique et libertés»). Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte des HCL les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service et les finalités décrits dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est l'acheteur.

Il est précisé que les HCL ont nommé un responsable de la sécurité des systèmes d'information et un délégué à la protection des données à caractère personnel (DPO), interlocuteurs désignés du sous-traitant, concernant la sécurité et la protection des données : dpo@chu-lyon.fr. Les données à caractère personnel traitées sont les données personnelles à l'exception de toute autre donnée à laquelle le Titulaire pourrait avoir accès à l'occasion de l'exécution du contrat. Pour l'exécution du présent contrat, les HCL mettent à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la réalisation des diverses opérations de traitements.

1.2 - OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre connaissance expressément de la politique générale de protection de l'information et de la charte d'utilisation des ressources informatiques, dans leurs versions en vigueur au sein des HCL pendant la durée du contrat ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut, au sens de l'article 25 du règlement européen sur la protection des données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un. Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des HCL.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement. Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

En matière de sécurité, les directives de la PSSI des HCL doivent être appliquées par les sous-traitants qui définissent les modalités techniques pour les appliquer.

1.3 - OBLIGATION DU RESPONSABLE DU TRAITEMENT

Les HCL s'engagent à :

1. fournir au titulaire les données nécessaires au traitement objet du présent marché ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des Données par le titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Sauf dispositions contraires dans le CCTP, le responsable de traitement fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement dans les conditions réglementaires.

1.4 DONNEES PERSONNELLES DES FOURNISSEURS :

Les informations personnelles (nom, prénom, fonction, adresse, téléphone, mail, cartes de visite) collectées par les HCL dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés ne sont utilisées qu'en lien avec les marchés, les processus achats et approvisionnements.

Ces données sont conservées, dans le cadre des marchés, suivant les durées de conservation légale des différents documents administratifs. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps (ex : contact commercial, ...).

Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Pour exercer vos droits, contactez : dpo@chu-lyon.fr

L'accès à vos données personnelles est strictement limité aux salariés des HCL et, le cas échéant, à nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, les HCL s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, continuité du service public hospitalier, etc.).

1.5 - DROITS DES PERSONNES

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante : dpo@chu-lyon.fr, pour la mise à jour du registre de ces demandes.

1.6 - NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire notifie aux HCL toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : dpo@chu-lyon.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre aux HCL, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

1.7 – AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR LES HOSPICES CIVILS DE LYON DE LEURS OBLIGATIONS

Le cas échéant, le titulaire assistera les HCL pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données, dans les conditions décrites au CCTP.

1.8 - SORT DES DONNEES

Au terme du contrat, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les Données à caractère personnel aux HCL : le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

1.9 - CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification unilatérale pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD.